



Conference of European Churches • Conférence des Églises Européennes • Konferenz Europäischer Kirchen • Конференция Европейских Церквей

## Commission Eglise et Société de la Conférence des Eglises européennes

### Relations entre l'Union européenne et la Turquie

#### Déclaration publique

La question des relations entre l'Union européenne et la Turquie est d'une importance capitale pour l'Union. L'éventuelle adhésion de la Turquie à l'UE influencera non seulement la configuration politique de l'Union et de l'Europe dans son ensemble, mais aussi les conditions de vie de nombreux citoyens de l'UE et d'autres personnes vivant sur le continent européen. C'est pourquoi la Conférence des Eglises européennes (KEK), qui rassemble des Eglises des traditions anglicane, orthodoxe et protestante de toute l'Europe, a estimé nécessaire d'exprimer, via sa Commission Eglise et Société, sa position par rapport à cette évolution.

Après avoir mené une large consultation au sein des Eglises membres de la KEK, nous déclarons que, pour les Eglises européennes, la question des différences religieuses ne constitue pas un obstacle à la poursuite de l'amélioration des relations entre la Turquie et l'UE, ni à l'éventuelle adhésion de la Turquie à l'Union. **En d'autres termes, pour les Eglises, l'adhésion de la Turquie à l'UE n'est pas une question de différences religieuses.** A terme, l'entrée de la Turquie dans l'Union pourrait même avoir des répercussions positives sur la bonne évolution des relations entre les diverses religions et cultures en Europe, et pourrait constituer la pierre d'angle d'un pont entre les mondes chrétien et musulman.

Il faut considérer l'UE dans sa propre acception, qui correspond à la vision des Eglises, comme un espace d'unité et de diversité à différents niveaux. Aux yeux des Eglises, l'UE représente une zone où se rencontrent des personnes de différentes nations, races et religions. **L'UE est une communauté multiculturelle** de personnes et de sociétés, dans laquelle Chrétiens, Musulmans, Juifs et représentants d'autres confessions coexistent et se tolèrent. **Les Eglises apportent ici une contribution majeure.** Dans la *Charta Oecumenica*, document signé en 2001 par les Présidents de la KEK et de la CCEE (Conseil des Conférences Episcopales en Europe), les Chrétiens d'Europe s'engagent à approfondir les relations avec les autres religions, à faire preuve de respect envers ces religions et à œuvrer ensemble sur les questions d'intérêt commun (*Charta Oecumenica* III/10,11). Le dialogue inter-religieux revêt par conséquent une importance cruciale pour les Eglises.

Les Eglises et religions en Europe sont reconnues par les Etats membres respectifs de l'UE, ainsi que par l'Union elle-même, comme une composante spécifique et distincte de la société civile. Les dispositions juridiques constituent un aspect de cette reconnaissance. Les Eglises et religions contribuent au développement de la société par le biais de leurs diverses activités, comme par exemple les services diaconaux et les œuvres caritatives, le travail pour la paix et la réconciliation, et bien d'autres encore (cf., entre autres, le Traité constitutionnel de l'UE et les conclusions de la Présidence de l'UE en décembre 2003). **Les Eglises et religions en Europe font partie intégrante de la vie publique.** Les Etats membres de l'Union ainsi que les Eglises et communautés religieuses au sein de l'UE partagent la même conception d'une attitude de tolérance entre les Eglises et religions.

Nous espérons que **tout futur Etat membre de l'UE partagera cette vision et la manifestera dans son attitude envers les Eglises et toutes les communautés religieuses résidant sur son territoire.** Les relations entre les communautés ethniques et religieuses constituent le témoin principal de la situation interne, de la stabilité et de la cohésion sociale dans tous les Etats membres de l'UE et dans les pays candidats. Bien que nous prenions bonne note des changements fondamentaux intervenus en Turquie ces dernières années, nous constatons malheureusement que de nombreux problèmes subsistent encore dans ce domaine.

L'UE est une communauté d'Etats et de nations dans laquelle les **valeurs** de justice et de paix, de solidarité et de pluralisme, de réconciliation et de tolérance, de liberté d'expression et de respect mutuel sont stipulées dans les documents sur lesquels l'UE s'est engagée, valeurs qu'elle s'efforce d'intégrer dans la vie quotidienne. Au stade actuel, nous ne voyons pas la même expression de ces valeurs en Turquie.

Des rapports mentionnent toujours des tortures dans les prisons, des problèmes en matière de liberté d'expression ainsi que d'oppression des minorités. Une transcription honnête de l'histoire, notamment en ce qui concerne les relations de la Turquie avec les Etats voisins et qui inclut la reconnaissance des blessures et des offenses infligées, est une condition préalable à la guérison des mémoires et à une véritable réconciliation au sein de la société. Cet objectif n'a pas encore été atteint. A cet égard, les relations avec la minorité arménienne revêtent une importance toute particulière.

A l'heure actuelle, on relève encore des **disparités entre les règles acceptées et leur mise en œuvre.** Les normes adoptées doivent être transposées et maintenues dans la réalité de la vie quotidienne. La stabilité est l'un des critères de base qu'il ne faut pas sous-estimer. Pour juger de l'opportunité d'entamer des négociations d'adhésion avec les pays candidats, l'UE a fixé des conditions de base préalables. Si l'UE veut rester cohérente avec ses propres critères, elle **doit éviter, dans son évaluation de chaque pays candidat, toute dérive vers des normes à deux vitesses.**

A cet égard, les Eglises en Europe soulèvent la **question très préoccupante de la situation des minorités chrétiennes.** Malgré les promesses des autorités turques, les communautés chrétiennes dans ce pays sont toujours confrontées à de nombreux problèmes en matière de reconnaissance légale, de droits de propriété et de développement de programmes d'enseignement. A notre avis, les problèmes ne sont pas seulement d'ordre juridique. Au-delà de ça, cela témoigne du manque d'ouverture et d'équité envers les religions traditionnelles et les minorités ethniques.

Nous reconnaissons que la conception turque actuelle du rôle de l'Etat en tant que garant du système laïque implique de perpétuer le système d'une religion organisée par l'Etat, et ce afin de constituer un garde-fou par rapport aux groupes extrémistes islamiques. D'un autre côté, un tel système entrave l'existence des autres groupes religieux, y compris des communautés chrétiennes. A notre avis, cela est révélateur d'une instabilité intrinsèque et des **limites de la liberté religieuse dans ce pays.**

L'Union elle-même doit faire face à de nombreux défis internes. Après l'adhésion de dix nouveaux Etats membres et la perspective d'un nouvel élargissement dans deux ans, la **stabilité de l'Union** doit constituer une priorité absolue. Il est nécessaire de bien percevoir et de maîtriser pleinement cette situation nouvelle. Un débat de fond sur la finalité de l'Union et sa vision est une exigence essentielle pour l'avenir de l'Union.

Une tâche d'égale importance pour l'Union consiste tout d'abord à réaliser de manière satisfaisante la mise en œuvre concrète d'un **modèle acceptable pour la cohésion de la société** vivant actuellement sur le territoire de l'Union. L'intégration sociale, politique et culturelle des communautés migrantes résidant sur le territoire de l'Union est, à cet égard, d'une importance cruciale et croissante. La vie réelle a révélé qu'une amélioration de la situation matérielle des migrants ne peut résoudre à elle seule le problème de leur adaptation culturelle et sociale.

La décision d'entamer avec la Turquie les négociations d'adhésion à l'Union aura des répercussions considérables sur l'existence future de l'Union. Prendre une décision politique aussi essentielle sans un soutien suffisant de la part des citoyens de l'Union risquerait d'**accroître la distance entre l'UE et ses citoyens**. Nous exhortons donc l'UE à approfondir et à intensifier le vaste débat à propos de l'identité européenne. Les facteurs ethniques, culturels et religieux qui sous-tendent les rapports humains en sont les composantes essentielles. L'engagement de la société civile, des citoyens et des peuples d'Europe s'avèrera donc crucial pour sa réussite. Les Eglises européennes sont prêtes à jouer leur rôle dans ce débat.

Les Eglises en Europe souhaitent que les valeurs de réconciliation, de paix et de solidarité entre les nations et les peuples, ainsi qu'au sein des sociétés européennes, constituent le moteur principal pour le développement futur du continent. A cet égard, l'approfondissement des relations entre l'UE et la Turquie est un processus auquel tous doivent coopérer.

4 octobre 2004

(traduction française: V. Dessart)

